citoyens d'Ottawa, MM. James Beauchamp et Fred L. Farha. Des citoyens canadiens d'origine libanaise ont prétendu qu'ils ont été convoqués par suite des directives de l'ambassadeur du Liban, M. Edmond Khayat, et qu'à cause de leur activité politique, on les a menacés en leur affirmant qu'il pourrait bien arriver malheur aux membres de leur famille qui sont encore au Liban et que ces derniers pourraient être victimes de mauvais traitements? Je voudrais demander au ministre s'il a pris des mesures au sujet de cette affaire, si l'ambassadeur en question a été convoqué et si le gouvernement se propose de demander au gouvernement du Liban de rappeler son ambassadeur au cas où les faits révélés dans cet article seraient exacts.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, les divers articles de journaux sur ce sujet ont été portés à mon attention et j'ai reçu un télégramme renfermant certaines allégations très générales. Le ministère s'occupe en ce moment d'examiner ce télégramme, en conformité des règles diplomatiques ordinaires, et j'ai donné des ordres pour qu'on examine la question avec l'ambassade du Liban à Ottawa. C'est là la façon habituelle de procéder. Comme je ne suis arrivé qu'hier soir, je n'ai pas encore reçu de rapport sur ces entretiens. D'ici la fin de la journée, je serai peut-être en mesure de fournir des précisions sur ce point. Juste avant mon départ, j'ai donné des instructions pour que l'affaire soit débattue sur-le-champ avec l'ambassadeur du Liban car, en apparence, les circonstances exigeaient certes une explication.

M. Douglas: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui avait envoyé le télégramme et si certains de ses fonctionnaires ont interrogé l'une ou l'autre des personnes en cause, en vue d'établir le bien-fondé des accusations lancées contre l'ambassadeur du Liban et rapportées dans les journaux?

L'hon. M. Martin: Je ne saurais dire, monsieur l'Orateur, de qui provenait ce télégramme. Je l'ai vu, mais j'ai oublié de qui il provenait. En ce qui concerne la dernière partie de la question de l'honorable député, je me renseignerai à cet égard.

LES PÊCHERIES

NÉGOCIATIONS RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DE LIGNES DE BASE DROITES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question [M. Douglas.]

au ministre des Pêcheries. Nous dirait-il si son collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et lui ont fait avancer les choses, depuis la dernière fois que j'ai soulevé cette question, quant à l'établissement de lignes de base droites qui modifieraient nos mers territoriales et nos zones de pêche, conformément au principe énoncé dans le bill que la Chambre a adopté il y a quelque temps?

L'hon. H.-J. Robichaud (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, comme je le disais en réponse à une question semblable de l'honorable député il y a quelques semaines, des négociations se poursuivent avec les pays intéressés et les choses avancent.

M. Barnett: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a déclaré à plusieurs reprises que les négociations se poursuivaient. Ne pourrait-il pas vérifier si le navire de l'État est toujours en marche et s'il vogue dans la bonne direction?

L'hon. M. Robichaud: Je ne crois pas qu'il y ait lieu de répondre à cette question, monsieur l'Orateur.

RÈGLEMENT RELATIF À L'ASSISTANCE— MAJORATION DU TAUX DE SUBVENTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd Crouse (Queens-Lunenburg): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Pêcheries. A-t-on songé à majorer le taux de la subvention accordée aux termes du règlement concernant l'assistance aux bateaux de pêche de 35 pieds ou plus, afin que la subvention corresponde davantage aux taux de tonnage versés auparavant?

L'hon. H.-J. Robichaud (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, nous ne pouvons accepter, je crois, l'assertion de l'honorable député qui prétend que le pourcentage offert ne correspond pas au taux de tonnage, cependant, je voudrais lui signaler que toute la question est actuellement à l'étude.

LES AÉROPORTS

DORVAL—DANGER DE LA TOUR DE L'EXPO

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John N. Turner (Saint-Laurent-Saint Georges): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Transports au sujet d'une des principales voies d'accès aux pistes d'atterrissage à l'aéroport de Dorval. Étant donné qu'on projette d'ériger sur l'emplacement de l'Expo universelle, une tour s'élevant à 1,400 pieds, le ministre a-t-il de-